Expérience d'apprentissage en direct : *Au-delà de la réponse immédiate à l'épidémie de COVID-19*

Session d'apprentissage avec les associations de gouvernements locaux : multiplication et amplification

Note d'information et d'apprentissage
Le 9 avril 2020

Pour plus d'informations, contactez :
policy@uclg.org

Lancées conjointement par Cités et gouvernements locaux unis (CGLU), Metropolis et ONU-Habitat le 25 mars 2020, les sessions virtuelles d'expérience d'apprentissage en direct (EAD) ***#BeyondTheOutbreak*** *visent à rassembler les gouvernements locaux et régionaux (GLR), leurs associations, et les organisations partenaires pour permettre et promouvoir des échanges significatifs alors qu'ils se trouvent confrontés à la crise de COVID-19 tout en maintenant un fonctionnement ordonné des services publics. Après une première consultation tenue lors de la session de lancement, et les premières sessions thématiques sur le logement et la mobilité, la* ***troisième EAD thématique****, tenue le jeudi 9 avril, a été consacrée à promouvoir une* ***réflexion collective sur les relations entre les associations de gouvernements locaux et la crise de COVID-19****.*

COVID-19 : Défis et initiatives des associations de gouvernements locaux et régionaux face à l'épidémie

Alors que les villes du monde entier sont confrontées à d'immenses défis en termes de soins de santé, d'économie, de logement et de mobilité en raison de l'épidémie de COVID-19, les associations nationales et régionales de gouvernements locaux ont joué un rôle de relais important entre les gouvernements centraux et les autres parties prenantes, au nom de tous leurs membres.

Cent soixante participants de tous les continents se sont réunis de leurs résidences respectives pour participer à la quatrième session d'expérience d'apprentissage en direct (EAD) le jeudi 9 avril 2020. Cette activité a rassemblé des associations nationales et régionales de gouvernements locaux de tous les continents. La session était présidée par la secrétaire générale de CGLU, Emilia Saiz, et le directeur de la division Solutions mondiales d'ONU-Habitat, Raf Tuts.

Les mots d'ouverture ont été prononcés par Jan van Zanen, président de l'Association des municipalités néerlandaises (VNG), maire d'Utrecht et coprésident de CGLU : *« Dans mon contexte direct, les 25 maires de ma région gèrent ensemble les mesures de crise dans une structure de crise. Je dirige dans la région d'Utrecht, ce qui signifie que je suis en contact avec les maires de ma région, et également en contact direct avec le gouvernement national sur la façon de mettre en œuvre les mesures à l'échelle locale. En plus de la structure de crise, le travail des associations est essentiel, car il constitue un lien entre les échelles nationale et locale, pour servir de point central pour le secteur privé à la recherche d'assistance auprès du gouvernement local, pour répondre aux questions de nos membres et pour garder notre démocratie locale vivante. »*

Son message a été corroboré par Brock Carlton, chef de la direction de la Fédération canadienne des municipalités (FCM), qui a souligné le rôle important des associations dans la présentation des demandes de leurs membres aux gouvernements nationaux. Selon lui : *« Nous [AGL] devons regrouper les défis et les préoccupations individuels en un ensemble de politiques et de programmes agrégés et cohérents que nous pouvons défendre au nom des membres… Le rôle des associations n'a jamais été aussi pertinent et important qu'il l'est aujourd'hui. »*

La session a été l'occasion de mettre en évidence les défis et les actions prioritaires des associations de gouvernements locaux (AGL) pour répondre à cette crise. Tout au long de la session, plus de 10 AGL ont partagé une diversité d'expériences sur les défis auxquels elles et leurs membres sont confrontés, ainsi que leurs priorités pour répondre à cette crise. Bien que l'orientation thématique des AGL se soit déplacée vers la COVID-19, les responsabilités envers leurs membres des gouvernements locaux et régionaux (GLR) restent les mêmes :

- assurer la liaison au nom des membres avec les gouvernements nationaux et infranationaux ;
- assurer la prestation de services aux membres ; et
- offrir des occasions d'apprentissage et d'échange.

Les contributions des 10 AGL à la discussion ont tourné autour de thèmes communs. Le confinement à domicile est devenu l'une des principales mesures prises à travers le monde pour atténuer la propagation de la COVID-19 et prévenir l'effondrement des systèmes de santé alors qu'il n'y a pas de traitement médical reconnu contre le virus. Néanmoins, cette politique implique différents défis pour les GLR à travers le monde en raison des diverses réalités qui sont les leurs.

En particulier depuis Habitat III, la communauté des GLR a intensifié ses efforts pour garantir le droit des populations à un logement convenable comme condition préalable nécessaire à la réalisation de nombreux autres droits de la personne. À travers la campagne *The Shift* menée par le Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit au logement convenable et la « Déclaration Villes pour un logement convenable » (2018) promue par CGLU et sa Commission sur l'inclusion sociale, la démocratie participative et les droits humains, les GLR ont formulé leurs appels à des capacités accrues pour faire progresser le droit de leurs populations au logement. Ces appels comprennent la nécessité de doter les GLR des capacités nécessaires pour lutter contre la financiarisation des marchés du logement, augmenter et améliorer le parc de logements sociaux, promouvoir de nouveaux partenariats et des logements pour les communautés, et mobiliser des outils de planification pour mettre en œuvre

des politiques de logement inclusif dans le cadre de stratégies de développement urbain. Ces efforts sont reflétés dans le rapport de CGLU *« Repenser les politiques du logement : exploiter l'innovation locale pour faire face à la crise mondiale du logement » (2019).*

Néanmoins, la vitesse et la férocité avec lesquelles la COVID-19 a frappé nos sociétés et exercé des pressions sur les systèmes de logement ont dépassé de loin le rythme auquel des progrès avaient été réalisés. Cette crise entraîne un point de non-retour. Il montre que l'accès à un logement convenable est en effet une question de vie ou de mort et que ce sont les GLR qui, étant en première ligne de la lutte contre le virus et la sphère de gouvernement la plus proche des citoyens, avancent et apportent des solutions aux besoins réels sur le terrain. La vie ne peut plus continuer comme avant, pas plus que la façon dont nous gérons les villes et hébergeons leurs habitants.

Prestation de services : défis et actions prioritaires

Les AGL sont des sources d'informations fiables pour les GLR

Les participants ont indiqué que les messages divergents sont courants et qu'il est difficile pour les GLR d'obtenir des informations fiables. Dans certains pays, les messages techniques et politiques sont déconnectés, tandis que dans certains cas, les politiciens livrent publiquement des messages contradictoires. Il est difficile d'obtenir des informations à jour compte tenu de l'évolution rapide des situations et des réglementations gouvernementales, qui ont des conséquences sur le fonctionnement des GLR.

Ainsi, les membres des AGL comptent sur leurs membres pour obtenir des informations fiables et à jour. Les AGL doivent veiller à ce que les informations, notamment concernant les réglementations, parviennent à leurs membres. Les AGL diffusent des informations par le biais de sites web dédiés qui s'adressent aux GLR et de bulletins d'information périodiques.

Logistique

Les GLR à travers le monde ont différents niveaux de capacité pour répondre à la COVID-19. Pour ceux qui n'ont pas la capacité de faire face à la crise eux-mêmes, les AGL, elles, sont en première ligne de la prestation de services. Dans certains cas, les AGL jouent un rôle actif dans le lien des GLR avec les fournisseurs d'équipements de protection individuelle et dans la coordination des mouvements des travailleurs de la santé de première ligne entre les régions.

Transition vers le travail à distance
Cette crise pousse les GLR à numériser leurs environnements de travail. Les AGL soutiennent les membres et les partenaires outre-mer dans leur transition par la communication et l'apprentissage en ligne.

Partenariats
Le secteur privé et les universités ont largement exprimé leur intérêt à soutenir le travail des GLR. Les AGL jouent un rôle de coordination dans la communication des besoins de leurs membres à ces nouveaux partenaires. Dans plusieurs cas, ces partenaires fournissent de la recherche, des biens, des services et une aide à la sensibilisation. Pour certains, cela a permis d'améliorer les relations entre le secteur privé et les municipalités.

Relations intergouvernementales : défis et actions prioritaires

Alors que les relations avec les gouvernements nationaux restent difficiles pour certaines AGL — celles-ci exprimant qu'elles ont été exclues des réunions de planification de crise d'une importance cruciale pour les GLR — plusieurs ont également constaté une amélioration de leurs relations.

Les AGL sont un pont important entre les GLR et les gouvernements nationaux
Les AGL s'efforcent de réduire les problèmes de communication entre les gouvernements nationaux en organisant des appels téléphoniques réguliers, en clarifiant les messages gouvernementaux et en dirigeant les membres vers les agences nationales appropriées. Les participants ont exprimé le besoin d'écouter et de comprendre, dans les deux sens. Les AGL soutiennent également les initiatives des gouvernements nationaux pour la collecte de données et la diffusion des messages gouvernementaux.

Promotion des intérêts
Les AGL continuent de jouer un rôle plus important que jamais dans la défense des besoins de leurs membres. En cette période de crise, les participants ont affirmé que le besoin de démocratie à l'échelle locale n'a jamais été aussi crucial. Les AGL se concentrent sur la collecte des contributions des membres dont les besoins évoluent rapidement et veillent à ce que les politiques tiennent compte des expériences locales et des incidences sur les gouvernements locaux. Les AGL ont mis en place des canaux de communication dédiés, comme des lignes téléphoniques ouvertes, des portails de

rétroaction sur le web, des groupes de médias sociaux et des consultations. Dans l'ensemble, les AGL visent à communiquer un ensemble cohérent de besoins politiques aux gouvernements nationaux. Bien que diverses selon les régions, de nombreuses AGL défendent des thèmes communs.

Approvisionnement adéquat d'équipement de protection individuelle
Les AGL savent où les stocks d'équipements de protection individuelle sont indispensables et communiquent ces besoins aux gouvernements nationaux.

Soutien financier aux municipalités
Alors que les GLR sont soumis à une énorme pression pour offrir des services essentiels, cette crise a déjà entraîné une baisse massive des revenus des municipalités. Les AGL plaident pour un soutien financier adapté aux besoins.

Soutien financier aux économies locales
Les secteurs de l'alimentation et de la culture à l'échelle locale sont fortement affectés par cette crise et recherchent un soutien financier de la part des municipalités. Les AGL communiquent ces besoins et les besoins des travailleurs aux gouvernements nationaux dans le développement de l'aide financière.

Ajuster les exigences législatives
Les AGL plaident pour une législation qui offre aux municipalités la souplesse nécessaire pour répondre aux exigences législatives pour la conduite des affaires municipales comme l'approbation des budgets, la réaffectation des fonds ou la prise de décision en ligne.

Impacts des politiques sur l'équité
Les AGL demandent aux gouvernements nationaux et infranationaux de prendre en compte les impacts sur l'équité des réponses gouvernementales, notamment en ce qui concerne les clivages existant entre les zones urbaines et rurales ainsi que les impacts sur les personnes économiquement marginalisées.

Apprentissage et échange : défis et actions prioritaires

Les AGL encouragent l'apprentissage et l'échange entre les membres
Les AGL ont créé des sites web, des forums et des groupes de médias sociaux et utilisent leurs plateformes de communication nouvelles et existantes pour partager de bons exemples entre les membres, ainsi qu'avec les gouvernements nationaux. Plusieurs AGL répondent aux demandes des membres à toute heure de la journée, par le biais de lignes téléphoniques ouvertes aux membres.

Apprentissage et échange internationaux

Malgré la diminution des mouvements de personnes par-delà les frontières, il y a un besoin accru de coopération mondiale. Alors que les GLR à travers le monde connaissent différentes vagues de cette crise, les AGL utilisent les infrastructures internationales existantes pour aider les GLR qui font toujours face au sommet le plus élevé des ressources et des informations provenant de régions qui ont déjà connu un tel sommet.

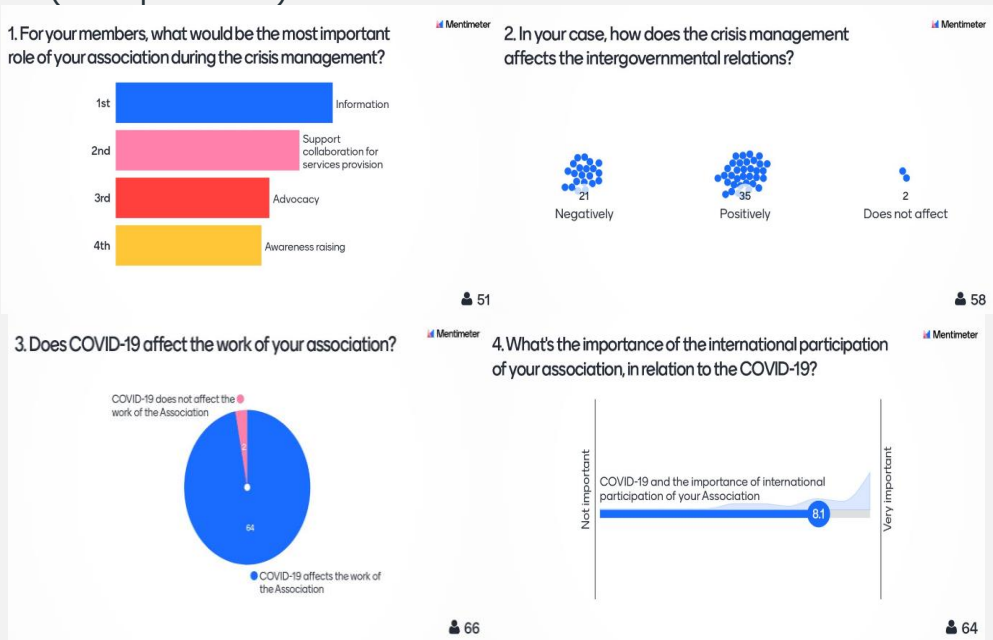
Des forums internationaux sont utilisés pour partager l'expérience des pays qui aplatissent la courbe avec ceux qui travaillent encore pour freiner l'augmentation du nombre de cas. Les AGL facilitent le dialogue entre les maires locaux et les maires d'autres pays. Cela est particulièrement utile dans le cas où il y a un manque de réponse adéquate et une mauvaise coordination avec les gouvernements centraux. Les AGL sont des liens essentiels pour relier les gouvernements locaux aux capacités outre-mer. Le Groupe de travail de CGLU sur le renforcement des capacités des institutions (RCI) est un réseau qui aide à faciliter cet apprentissage.

Groupe de travail RCI

Ce groupe facilite les échanges entre pairs du secteur des gouvernements locaux pour permettre la reproduction des meilleures pratiques, l'innovation dans le secteur et la coordination sur le terrain. De nombreux contributeurs à ce groupe ont une expérience des efforts de gestion de crise dans le monde entier. Le Groupe de travail RCI a créé un Google Drive, qui fait office de bibliothèque en ligne, remplie de modèles, de plans d'action et de méthodologies utilisés par les gouvernements locaux et régionaux et leurs associations. Les membres de CGLU peuvent partager leurs plans d'action et autres documents pertinents dans Google Drive. Le groupe de travail RCI rassemblera les documents les plus précieux et les ressources de base dans un publipostage sur la COVID-19 toutes les deux semaines. Pour vous inscrire à la liste d'envoi, rendez-vous sur le site CIB-www.cib-uclg.org.

Consultation en direct des participants

Une grande variété d'AGL a participé à la discussion en répondant à un sondage en direct. Bien que les expériences varient d'un pays à l'autre, ces résultats mettent en évidence des tendances communes. 97 % des AGL ont répondu que la COVID-19 a affecté le travail de leurs associations (66 répondants). 60 % ont répondu que les relations intergouvernementales se sont améliorées tout au long de cette crise (58 répondants). Les AGL ont répondu que les rôles les plus importants qu'elles ont joués auprès des membres au cours de cette crise sont, en priorité décroissante : procurer des informations fiables et en temps opportun, soutenir la collaboration dans la prestation de services, la promotion des intérêts et la sensibilisation (51 répondants). Enfin, les participants ont précisé que la participation internationale de leurs AGL est importante dans la lutte contre la COVID-19 (64 répondants).



Au-delà de cette crise

Bien que cette crise ait poussé les GLR à leur limite, elle présente quelques opportunités. Les participants ont déclaré que cette crise avait secoué les citoyens et qu'ils avaient vu d'immenses manifestations de solidarité entre eux. C'est le défi

des AGL de traduire cette solidarité au-delà des frontières. Plusieurs AGL ont déjà constaté une amélioration des relations de travail avec les gouvernements nationaux. Le rôle essentiel que jouent les GLR dans les services de santé et d'aide sociale peut conduire à une évolution des relations avec les gouvernements nationaux. Les AGL peuvent commencer à préconiser l'inclusion de considérations locales pour le financement dans les montages financiers.

Cette crise prendra fin et, comme l'a déclaré le Secrétaire général des Nations Unies, « Après la crise de la COVID-19, le relèvement doit ouvrir la voie à une économie différente[1]. » Dans ce relèvement, il y a une opportunité pour un monde après-COVID plus équitable. En gardant à l'esprit le Programme de développement durable à l'horizon 2030, les AGL peuvent plaider pour une refonte non seulement des relations intergouvernementales, mais aussi des économies entières, et en sortir plus fortes. Les participants ont souligné que ce relèvement nécessitera des institutions plus solides et une capacité accrue de la fonction publique pour répondre aux urgences.

Cette crise nous rappelle à quel point nous sommes interreliés à l'échelle mondiale et renforce le besoin de coopération. Cet esprit a été saisi par Carla Rey, secrétaire générale de l'Association des villes et régions d'Italie, dans un appel à la cohérence à l'échelle nationale, à la solidarité au plan international pour mettre en œuvre les valeurs des objectifs de développement durable et à l'unité entre les associations de gouvernements locaux.

Emilia Saiz, secrétaire générale de CGLU, a clôturé la session en soulignant l'importance des associations de gouvernements locaux et régionaux au-delà des pandémies : « *Ce sera autour des associations de gouvernements locaux et régionaux que l'après-crise devra être structuré. Les associations de gouvernements locaux et régionaux devront jouer un rôle important dans le dialogue avec les gouvernements nationaux et avec la communauté internationale.* »

[1] un.org/en/un-coronavirus-communications-team/launch-report-socio-economic-impacts-covid-19

---

[1] https://www.un.org/fr/un-coronavirus-communications-team/launch-report-socio-economic-impacts-covid-19

Annexe : Défis locaux et actions prioritaires

La première partie de la session a réuni quatre PDG de diverses associations de gouvernements locaux, qui ont partagé les principaux défis et les actions prioritaires en cours de leurs associations. Bien que leur expérience se reflète dans les thèmes ci-dessus, leurs présentations ancrent ces thèmes dans des expériences localement distinctes.

Ces présentateurs ont évoqué les défis posés par la situation actuelle dans leur pays et leurs actions prioritaires pour l'avenir.

Pays, représentant	**Défis actuels**	**Actions prioritaires en cours**
Brésil Paulo Oliveira National Confederation of Municipalities (FNP)	Manque de coordination entre le gouvernement fédéral et les autres ordres de gouvernement, peu de soutien politique d'un président qui n'harmonise pas ses messages à ceux des autorités sanitaires et difficulté à acquérir suffisamment de trousses de test.	Travaille à l'acquisition de plus de trousses de test, un groupe WhatsApp actif pour favoriser la communication entre les villes et aider à relier les maires brésiliens aux autorités locales d'autres pays.
Espagne Juana López Pagán Spanish Federation of Municipalities and Provinces (FEMP)	Les gouvernements locaux n'ont pas leur mot à dire lors des réunions de gestion de crise qui ont lieu, et craignent que la crise ainsi que la riposte politique accroissent les inégalités entre les zones urbaines et rurales.	A hébergé 200 consultations en 3 semaines pour créer un centre en ligne (covid19.femp.es/) pour des informations fiables utiles aux autorités locales. Le centre recueille des demandes de renseignements et partage des informations par le biais d'une FAQ et de circulaires périodiques.
Afrique du Sud	Des informations divergentes parviennent aux citoyens, en	A développé une plateforme de communication pour les

Lance Joel South African Local Governments' Association (SALGA)	particulier lorsque les politiciens se contredisent à la télévision nationale, la sécurité financière est menacée, car les municipalités ne peuvent pas encore percevoir de revenus bien qu'elles subissent une pression énorme de continuer à fournir des services essentiels, et difficultés à obtenir un approvisionnement adéquat d'équipements de protection individuelle.	maires et les directeurs municipaux, et contribué au centre de commandement national. La normalisation de la façon dont les municipalités rendent compte de leurs réponses à la pandémie de COVID-19 est utile pour plaider en faveur d'un financement supplémentaire. A plaidé avec succès auprès des gouvernements nationaux pour permettre l'indulgence dans les procédures législatives municipales et pour créer des mécanismes de financement pour soutenir les municipalités dans les mesures de prévention de la propagation de la COVID-19.
Les Philippines Veronica Hitosis League of Cities of The Philippines (LCP)	Résistance du gouvernement national à effectuer des tests de masse, ce qui entraîne un manque de données fiables, une relation cahoteuse continue entre la LCP et les gouvernements nationaux, un manque d'installations d'isolement avec les villes incitées à se montrer plus créatives, assurer des réponses équitables du gouvernement national, et que les pauvres ne sont pas laissés pour compte.	A aidé les autorités locales à se relier aux ministères nationaux appropriés et aux agences gouvernementales, a plaidé auprès du gouvernement national pour permettre aux municipalités de réaffecter les budgets pour la réponse aux crises. La LCP sert de contact principal entre les membres et les fournisseurs d'équipements de protection individuelle, dans le suivi des besoins des membres, ainsi que dans la coordination de la logistique des déplacements des travailleurs de la santé de première ligne entre les régions.

France Geneviève Sevrin Cités Unies France		A fait preuve de solidarité internationale en créant un fonds d'aide, l'organisation est axée sur la mise en valeur des partenariats existants avec les GLR des pays africains pour s'assurer qu'ils disposent des ressources adéquates nécessaires pour lutter contre la propagation de la COVID-19.
Italie Carla Rey AICCRE		1. Accent sur la solidarité, la cohérence et l'unité : nous devons tirer des leçons de nos apprentissages et de nos meilleures pratiques. 2. L'UE a des lignes de réponse communes, mais certains États membres prennent d'autres mesures, fermant les frontières au lieu de fournir une aide à d'autres pays, il n'y a pas de solidarité entre les gens. 3. Nous devons améliorer les activités de coopération internationale et c'est ce que représentent les ODD. Nous devons aider nos membres à coopérer et à renforcer nos activités de plaidoyer. 4. Revendication de cohérence à l'échelle nationale, de solidarité au plan international et d'unité entre les

		associations de gouvernements locaux.
Équateur Edwin Miño Directeur général, Consorcio de Gobiernos Provinciales de Ecuador (CONGOPE)		1. La nature nous donne une nouvelle occasion d'apprendre et de récupérer. Nous étions égocentriques dans le passé. Il n'y a pas de recette pour surmonter cette crise. Nous ne savons pas comment l'économie évoluera par la suite, mais reviendrons-nous à la normalité dans laquelle seulement 1 % de la population possède toute la richesse ? 2. Il faut reprendre le concept de public. Nous devons trouver un accord entre les secteurs privé et public qui se concentre sur le local, y compris la production locale.
Indonésie Sri Indah Wibi Nastiti APEKSI		1. Aider les gouvernements nationaux à collecter des données auprès des villes membres en termes de besoins, d'équipement de santé, de nourriture, etc. 2. Relier le secteur privé et les universités au secteur public --> le secteur privé veut aider les gouvernements locaux à

		fournir des biens et des services. 3. Partager les meilleures pratiques pour inspirer d'autres gouvernements locaux. 4. Offrir des webinaires sur des questions spécifiques qui ne sont pas clarifiées par le gouvernement national --> tous les gouvernements locaux n'ont pas les systèmes en ligne nécessaires, mais ils devront suivre.
Cemal Bas, UMT, Turquie		1. Coordonner les efforts entre les GL et les gouvernements nationaux --> donner des informations aux gouvernements nationaux pour de nouveaux projets ? 2. Se préparer à ce que la COVID apporte à la vie urbaine.
Mauricio Zanin (CNM Brésil)	2. Le politique et le technique sont déconnectés	1. Maintenir les ressources des municipalités et les aider à créer un plan d'urgence.

Ressources

Toutes les présentations faites par les associations de gouvernements locaux au cours de cette expérience d'apprentissage en direct sont disponibles ici.

Toutes les vidéos de la session sont disponibles ici.

On peut trouver des informations supplémentaires fournies par le Groupe de travail RCI sur Google Drive.

La plateforme Villes pour la santé mondiale, facilitée par Metropolis, est également un répertoire des autres initiatives des GLR pour faire face à la crise de la COVID-19. Pour obtenir plus d'informations, veuillez vous référer aux ressources connexes qui ont été développées par CGLU et nos partenaires, ainsi qu'à celles partagées par les GLR pendant l'EAD.